



CONSEIL NATIONAL DES CHÔMEURS ET CHÔMEUSES

Revue de presse du Conseil National des Chômeurs et Chômeuses (CNC) - 21 janvier 2009

Notre revue de presse publie des articles parus dans la presse d'ici et d'ailleurs. Les opinions émises dans ces textes ne reflètent pas nécessairement les positions du CNC ou de ses membres. Le choix des articles est basé sur quatre grandes thématiques : l'assurance-emploi, l'assurance-chômage, l'économie et le marché du travail. Pour terminer, la revue de presse du CNC n'a qu'un seul but, soit celui de vous informer.

Bonne lecture !

Comité communication-CNC

.....

CNW, 21 janvier 2009 - Les groupes de femmes demandent un investissement dans les infrastructures sociales et une réforme de l'assurance-emploi, et mettent en garde contre des reculs au chapitre de l'équité dans le prochain budget

Des militantes en faveur de l'égalité des femmes ont envoyé une lettre ouverte au Premier ministre Stephen Harper et aux chefs de l'opposition, les exhortant à prendre en considération des mesures qui affectent les femmes dans le prochain budget.

"Les femmes représentent la moitié de la population du Canada et ils ne peuvent pas se permettre de nous ignorer", a affirmé Aalya Ahmad de la Coalition spéciale pour l'égalité des femmes et les droits de la personne. "Présentement, les femmes ont moins accès à l'assurance-emploi et sont plus susceptibles d'avoir un travail précaire et d'être pénalisées sur le marché du travail lorsque des services de garde ne sont pas disponibles."

"Les femmes vont être les plus touchées par cette crise économique, en particulier les femmes marginalisées", a lancé Jane Warren du groupe Feminists for Just and

Equitable Public Policy. "Les femmes ayant un handicap, par exemple, sont susceptibles de subir davantage de marginalisation et faire face à davantage de barrières à l'éducation, aux ressources, au travail et aux possibilités d'emploi, bien au-delà des barrières que subissent les femmes sans handicap."

La coalition demande des investissements dans des projets d'infrastructures sociales en plus des investissements dans les infrastructures traditionnelles; par exemple, un programme national de services de garde qui soutiendrait la participation des parents occupant des emplois rémunérés et qui permettrait de créer des emplois dans un secteur traditionnellement occupé par les femmes. "Il s'agit d'un investissement immédiat et solide à long terme", avance Emily King de l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance. "Des services de garde de bonne qualité ont démontré les bénéfices substantiels qu'ils procurent en retour, à plusieurs niveaux, à la société."

Plusieurs organisations sont préoccupées que le gouvernement conservateur, avec son bilan en défaveur de l'égalité des femmes, utilisera la crise économique pour mettre de l'avant des mesures encore plus régressives.

"Nous suivons ce budget très attentivement", a dit Johanne Perron de la Coalition pour l'équité salariale du Nouveau-Brunswick. Dans l'énoncé économique de novembre, le ministre des Finances, Jim Flaherty, a proposé de faire de l'équité salariale un élément de négociation entre employeurs et syndicats. "Jusqu'à date, le gouvernement n'a pas encore retiré cette proposition", a dit Johanne Perron. "Cela préoccupe un grand nombre de femmes."

"L'égalité des femmes n'est pas négociable, particulièrement en période économique difficile."

Voir ci-dessous le texte complet de la lettre ouverte à M. Harper, aux chefs de l'opposition et à la ministre de la Condition féminine et aux critiques.

Cher Monsieur Harper,

En préparation du prochain budget, la Coalition spéciale pour l'égalité des femmes et les droits de la personne souhaite attirer votre attention sur des mesures budgétaires qui favoriseraient l'égalité des femmes au Canada et donc contribueraient à renforcer l'économie du pays.

Des femmes partout au pays sont très préoccupées par la proposition de M. Flaherty dans son énoncé économique de novembre selon laquelle il veut faire de

l'équité salariale un sujet de négociation entre les employeurs et les syndicats. Jusqu'à ce jour, le gouvernement n'a pas écarté cette intention.

La Coalition spéciale pour l'égalité des femmes vous demande instamment de vous opposer à une telle proposition dans le prochain budget. Au XXI^e siècle, l'égalité des femmes n'est pas et ne devrait jamais être un sujet de négociation. Il est irresponsable de continuer d'imposer des salaires discriminatoires à la moitié de la population en refusant de voir la solution, surtout en période de crise économique. Un salaire égal pour un travail de valeur égale est l'un des principes fondamentaux d'une économie saine et il peut devenir réalité en adoptant une loi proactive sur l'équité salariale comme l'a recommandé le Groupe de travail sur l'équité salariale 2004.

Les parents canadiens ont besoin d'un programme national de garde d'enfants qui répond aux principes QUAD, c'est-à-dire qui est axé sur la qualité, l'universalité et l'accessibilité et qui assure le développement de l'enfant. Améliorer l'accès au marché du travail, particulièrement en assurant des services fiables de garde d'enfants, ne peut qu'aider une économie chancelante. A l'heure actuelle, beaucoup de femmes qui veulent travailler doivent rester à la maison ou sont sous-employées à cause de la forte augmentation des coûts des services de garde et du manque de places en garderie.

Une allocation mensuelle ne peut pas remplacer un programme de garde d'enfants qui permet de faire de vrais choix. Nous pouvons et nous devons faire mieux pour nos familles. La Coalition spéciale pour l'égalité des femmes vous incite à favoriser la stabilité à long terme de l'économie en réclamant un programme de garde d'enfants et d'éducation de la petite enfance de qualité qui peut convenablement aider au développement de nos enfants.

Les femmes sont particulièrement vulnérables en cette période de crise économique. Beaucoup n'ont pas accès à l'assurance-emploi, et le peu d'aide que peuvent recevoir celles qui y sont admissibles est insuffisant pour leur permettre de survivre pendant une période de chômage. Les femmes paient des cotisations d'assurance-emploi, mais la plupart d'entre elles ne sont pas admissibles aux prestations. Les femmes comptent pour 70 % des personnes qui travaillent à temps partiel et pour près des deux tiers des personnes qui travaillent au salaire minimum au Canada. Une personne dont le revenu est bien inférieur au seuil de la pauvreté ne peut pas vivre avec 55 % de son salaire, même pour une courte période. Pour stimuler l'économie et prévenir la pauvreté, il faut dans le prochain budget améliorer l'accès à l'assurance-emploi et augmenter le niveau des prestations pour les personnes qui travaillent à temps partiel, à contrat ou à leur propre compte.

Enfin, la coalition vous encourage à veiller à ce que le plan de relance de l'économie prévoie des investissements dans l'infrastructure sociale. L'infrastructure sociale stimule la vraie économie, et non l'économie spéculative, en créant des emplois et non en accordant aux chefs d'entreprises des primes et des réductions d'impôts généralisées. L'infrastructure sociale peut offrir des programmes de logement abordable et de lutte contre la pauvreté, favoriser les technologies vertes et les mesures de protection de l'environnement et améliorer les conditions de vie des Premières Nations sur leurs territoires et des Autochtones dans l'ensemble du pays, surtout les femmes autochtones qui sont touchées par la pauvreté et la violence d'une manière disproportionnée. Tout plan de relance qui n'accorderait aucune place à l'infrastructure sociale manquerait de vision et abandonnerait les contribuables canadiens. L'infrastructure sociale peut contribuer à la création d'emplois et au renforcement de l'économie, non seulement pendant la présente crise financière, mais aussi dans l'avenir.

La Coalition spéciale pour l'égalité des femmes et les droits de la personne vous remercie de votre considération.

Veillez agréer, Monsieur, mes très sincères salutations.

La coordonnatrice de la Coalition spéciale pour l'égalité des femmes et les droits de la personne, Aalya Ahmad

CC :

Michael Ignatieff, Jack Layton, Gilles Duceppe, Elizabeth May, Helena Guergis, Maria Minna, Nicole Demers, Irene Mathysen

Renseignements: Aalya Ahmad, co-coordonnatrice de la Coalition spéciale pour l'égalité des femmes et les droits de la personne au numéro suivant: (819) 503-6969

FTQ, 21 janvier 2009 - Le gouvernement Harper s'est clairement disqualifié aux yeux des travailleurs et de la population

"Nous continuerons de soutenir un gouvernement de coalition" - Michel Arsenault, président de la FTQ

"D'entrée de jeu, nous partageons les préoccupations exprimées par le chef de l'opposition aux Communes, Michael Ignatieff, pour que le budget Flaherty vise les plus vulnérables de notre société, s'attaque résolument à la protection des emplois et encourage la création des emplois de demain", a déclaré le président de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), Michel Arsenault, à l'issue d'une rencontre ce matin avec le chef du Parti libéral du Canada.

Dépenses publiques plutôt que baisses d'impôts

Pour la FTQ, il faut s'en remettre aux dépenses publiques pour aider à relever l'économie en redonnant confiance aux entreprises et aux consommateurs plutôt que de miser sur des baisses d'impôts qui ne stimulent aucunement l'économie tout en réduisant la capacité fiscale du gouvernement à plus long terme. En cela la FTQ appuie les déclarations récentes du chef de l'opposition.

Améliorer l'accès à l'assurance-emploi

"Quelqu'un qui perd son emploi n'a surtout pas besoin de baisses d'impôts mais plutôt d'un accès amélioré à l'assurance-emploi, à la formation professionnelle, à des mesures de partage de l'emploi, à des programmes d'aide dans le cas des travailleurs âgés."

"Les dépenses en assurance-emploi ont un effet multiplicateur parmi les plus élevés de toutes les mesures que peut adopter le gouvernement en plus d'être des dépenses qui se résorbent d'elles-mêmes quand l'économie va mieux, contrairement aux baisses d'impôts", a ajouté le président de la FTQ.

Renoncer à modifier la péréquation

La FTQ demande au gouvernement Harper de renoncer à modifier les règles de péréquation et de maintenir les transferts tout en versant le manque à gagner de 800 millions de dollars au titre des transferts pour l'éducation postsecondaire.

Investir dans les infrastructures sans PPP

"Le gouvernement devrait profiter des taux d'intérêt très bas pour accélérer les dépenses d'immobilisation. Donc quitte à emprunter à des conditions favorables, le gouvernement fédéral doit effectuer le rattrapage qui s'impose dans les investissements en infrastructures. Les conduites d'eau, les toits d'école qui coulent et le piètre état des chaussées nous le rappellent quotidiennement.

"Ces efforts doivent se faire dans une perspective de développement durable, en priorisant notamment le développement des transports en commun. Ils doivent également s'inscrire dans le cadre d'une politique d'achat chez nous et surtout

éviter le piège des partenariats public-privé (PPP) qui n'ont d'autres assises que des considérations idéologiques", a fait valoir Michel Arsenault.

Les nouveaux habits opportunistes du gouvernement Harper

Dans un message bien senti à l'endroit de l'opposition officielle aux Communes, la FTQ ne veut plus être témoin d'une opposition qui s'oppose publiquement à des politiques de droite rétrogrades mais qui, dans les faits, permet à ce gouvernement disqualifié de survivre à l'occasion de votes.

"Ce gouvernement a déclaré la guerre aux autres partis et aux syndicats en tentant de miner les bases du financement démocratique des partis politiques, en niant les droits démocratiques des syndicats, en prorogeant unilatéralement la session des Communes, malgré son statut minoritaire.

"Il ne faut surtout pas se leurrer par le soudain repentir d'un gouvernement qui a clairement placé la lutte au déficit en haut de ses priorités, au détriment de l'aide à des travailleurs et à une population aux prises avec des difficultés économiques croissantes.

La FTQ soutient un gouvernement de coalition

"Le gouvernement Harper a beau revêtir par pur opportunisme politique ses habits de pourfendeur de la crise économique ambiante, il n'en demeure pas moins l'ennemi des consensus, de la consultation démocratique et de la transparence. Dans ce cadre, nous continuerons à soutenir la solution d'un gouvernement de coalition", a conclu le président de la FTQ.

La FTQ est la plus grande centrale syndicale québécoise avec plus de un demi-million de membres.

Renseignements: Jean Laverdière, (514) 893-7809; Source: FTQ

Le Devoir, 21 janvier 2009 - Duceppe croit que la coalition est encore solide

À moins d'une semaine de la reprise des travaux à la Chambre des communes, la coalition politique entre libéraux et néodémocrates, appuyée par le Bloc québécois, est toujours aussi solide, estime le chef bloquiste, Gilles Duceppe. Du coup, M. Duceppe croit que le discours de son homologue libéral, Michael Ignatieff, n'a pas fléchi.

C'est ce qu'a déclaré hier le chef du Bloc québécois en marge du caucus de son parti qui se déroule à Montréal, en vue de la rentrée parlementaire. «L'état des choses est le même qu'il était quand on s'est laissés», a-t-il lancé.

Quant aux déclarations du leader libéral en début de semaine qui pouvaient laisser croire que le PLC pourrait appuyer le budget que le ministre Jim Flaherty déposera mardi prochain, Gilles Duceppe croit, au contraire, que Michael Ignatieff maintient le cap.

«Je pense qu'il a dit qu'il regarderait le budget à la lumière des propositions de la coalition. Moi aussi. Qu'il le commenterait une fois qu'il l'aura vu. Ça me semble logique. [...] Parlons de faits. Moi, je ne suis pas sur les sensations», a affirmé M. Duceppe.

Selon ce dernier, M. Ignatieff n'a pas baissé les attentes par rapport au budget des conservateurs, d'autant qu'il continue de brandir les demandes de la coalition en matière de soutien de l'économie. Un plan d'aide au secteur manufacturier, le rétablissement des programmes de soutien à la culture, la bonification du régime d'assurance-emploi, l'aide aux travailleurs âgés, l'application de l'accord de Kyoto demeurent des éléments qui dirigent les décisions des trois partis d'opposition. Pour ce qui est de la baisse d'impôt proposée par Stephen Harper, M. Duceppe n'en voit pas l'utilité, sinon de favoriser les bien nantis et les grandes entreprises comme les pétrolières.

Gilles Duceppe prévoit avoir des discussions avec ses vis-à-vis libéral et néodémocrate dans les prochains jours. Dans l'immédiat, les députés du Bloc, réunis jusqu'à aujourd'hui en caucus présessionnel, doivent discuter de stratégie. «On regardera les différents scénarios possibles [...] Il faut préparer toutes les éventualités», a souligné M. Duceppe.

Selon lui, tous les scénarios sont envisagés, de l'adoption du budget Flaherty à son rejet qui pourrait entraîner le déclenchement d'élections générales ou l'installation de la coalition gouvernementale. S'il devait y avoir un nouveau scrutin, le Bloc se dit prêt à se lancer dans la bataille.

Kathleen Lévesque

Le Nouvelliste (Trois-Rivières), 20 janvier 2009 - Stephen Harper et Michael Ignatieff ont eu un tête-à-tête

Stephen Harper a eu un entretien "cordial et professionnel", hier, avec le leader libéral Michael Ignatieff, au bureau du premier ministre, à Ottawa.

Les représentants de M. Harper n'ont pas fourni plus de détails au sujet de la séance d'une demi-heure. Mais on peut estimer sans risque de se tromper que les leaders ont discuté du budget fédéral de la semaine prochaine et de l'attitude qu'adoptera l'opposition libérale face au budget - si elle l'appuiera ou encore si elle défera les conservateurs minoritaires

Plus tôt hier, M. Harper avait laissé entendre que M. Ignatieff et les libéraux pourraient conclure qu'ils peuvent appuyer le budget parce que les deux grands partis fédéraux semblent partager un consensus sur "les aspects généraux" de l'économie.

Au début du mois, le leader libéral, Michael Ignatieff, avait soutenu que s'il était premier ministre, il relancerait l'économie en allégeant rapidement le fardeau fiscal des Canadiens à bas et moyens revenus, réviserait le système d'assurance-emploi et investirait dans des projets d'infrastructure municipaux.

Il a été plus général lorsqu'il s'est adressé à des députés et sénateurs libéraux dimanche, se limitant à dire que le budget devrait "protéger les plus vulnérables", "protéger les travailleurs" et "créer les emplois de l'avenir".

Les libéraux viennent d'achever une réunion de deux jours de leur caucus national à Ottawa, tandis que M. Harper rentrait dans la capitale après avoir effectué des consultations prébudgétaires qui l'ont mené de Vancouver jusqu'à Halifax.

Le Nouvelliste (Trois-Rivières), 17 janvier 2009 - Conférence des premiers ministres : Le fédéral et les provinces font front commun

Le gouvernement fédéral et les provinces comptent ouvrir les vannes de manière sans précédent au cours des prochaines semaines afin de relancer l'économie canadienne, de soutenir les travailleurs et les entreprises en difficulté et de créer de nouveaux emplois en ces temps de récession.

Au terme d'une rencontre avec ses homologues provinciaux, hier, à Ottawa, le premier ministre Stephen Harper a clairement fait savoir que la facture de cette opération de sauvetage de l'économie que préparent son gouvernement et celui des provinces sera élevée.

Mais la crise mondiale est telle que les gouvernements ne peuvent se permettre de lésiner. Devant les journalistes, M. Harper a affirmé que les Canadiens doivent s'attendre à "des déficits très importants à court terme" pour les deux ordres de gouvernement.

"Tous les premiers comprennent les grands dangers de la situation économique mondiale et la nécessité de travailler ensemble sur des dossiers où nous sommes d'accord, a affirmé M. Harper. Il incombe aux gouvernements de faire des investissements substantiels et de soutenir la confiance dans l'économie".

Le gouvernement Harper sera le premier à lancer une bouée de sauvetage à l'économie canadienne en déposant son budget le 27 janvier à la Chambre des communes. Ce budget renouera avec l'encre rouge pour la première fois en 13 ans. Le déficit pourrait friser les 40 milliards de dollars durant l'exercice financier 2009-2010. Les provinces déposeront leur budget respectif d'ici la fin du printemps.

Le premier ministre a tenu à souligner que plusieurs des mesures qu'il annoncera dans le prochain budget seront temporaires de manière à éviter que les déficits prévus pour au moins les trois prochaines années deviennent permanents.

M. Harper a rencontré ses homologues provinciaux afin de faire le point sur l'état de santé de l'économie canadienne qui se détériore rapidement et afin de les consulter sur les meilleurs moyens à prendre pour extirper le pays de la récession dans laquelle il s'est enfoncé.

Le premier ministre n'a pas divulgué les intentions budgétaires de son gouvernement si ce n'est pour dire qu'il a la ferme intention de donner un peu plus d'oxygène à la classe moyenne dans son prochain budget en décrétant une réduction des impôts ou des taxes pour stimuler la consommation.

Cette mesure, à laquelle s'opposent la grande majorité des provinces, le NPD, le Bloc québécois et, dans une certaine mesure, le Parti libéral, est nécessaire, selon M. Harper, parce que la classe moyenne est l'épine dorsale de la croissance de l'économie.

"Mon gouvernement examine toutes les options, pas seulement celle des dépenses, mais aussi celle de réduire les impôts et les taxes. C'est essentiel dans le train de mesures que nous allons prendre d'avoir un impact immédiat ou un bénéfice à long terme. (...) Je vous rappelle que c'était M. (Michael) Ignatieff qui, il y a deux semaines, a demandé des réductions des impôts pour la classe moyenne. Je pense que c'est essentiel que la classe moyenne fasse partie d'une initiative pour stimuler

l'économie", a dit M. Harper.

Mais une réduction du fardeau fiscal des Canadiens n'a pas été au coeur des échanges des premiers ministres. Ils ont surtout discuté des moyens d'accélérer les investissements dans les infrastructures et des mesures pour aider les travailleurs et les chômeurs. À l'issue de leur rencontre, qualifiée de "fructueuse" par la plupart des participants, les premiers ministres se sont entendus pour :

- faire de nouveaux investissements dans les projets d'infrastructures plus rapidement en soumettant ces projets à une seule étude environnementale (au lieu de deux, une fédérale et provinciale). Des délais de six mois pourraient aussi être imposés pour réaliser ces études.

- veiller à l'accès continu au crédit. Un groupe de travail des ministres des Finances a été créé à cette fin pour suggérer de nouvelles mesures pour assurer un accès au crédit.

- modifier le programme d'assurance emploi pour offrir aux travailleurs ayant perdu leurs emplois de la formation. Les conditions du programme de l'assurance emploi seront aussi assouplies.

Fait intéressant, les premiers ministres ont aussi signé hier une entente sur la mobilité de la main-d'oeuvre. En vertu de cette entente, qui entrera en vigueur le 1er avril, les travailleurs (plombiers, infirmières, électriciens, etc.) reconnus comme aptes à un emploi par une autorité de réglementation dans une province ou un territoire seront maintenant reconnus comme tels par l'ensemble des provinces et territoires.

La majorité des premiers ministres se sont dits satisfaits des résultats de cette rencontre.

Charest en furie

Seul Jean Charest a lancé quelques salves en direction de Stephen Harper en privé et devant les journalistes à cause du refus d'Ottawa de revenir sur sa décision de modifier le calcul de la hausse des paiements de péréquation afin de tenir compte de la croissance de l'économie. Jean Charest était tellement furieux qu'il n'a même pas salué Stephen Harper et ses homologues des provinces avant de quitter la salle de réunion, selon des informations obtenues par La Presse.

Joël-Denis Bellavance